

# FO Industrie et énergie

Mars  
2025

## Energie Il est temps de passer aux actes!

Il aura fallu des années de luttes et d'alertes syndicales pour que les questions fondamentales de souveraineté industrielle, de financement, de concurrence déloyale, de dumping social, environnemental et énergétique, d'émissions de CO<sub>2</sub> et de taxe carbone soient enfin mises sur la table par plusieurs gouvernements européens.

Le sommet du 27 février 2025 à Paris a marqué une avancée en réunissant 15 ministres de l'Industrie, représentant notamment la France, l'Italie, l'Espagne, le Luxembourg, la Slovaquie, la Grèce, la Finlande, l'Autriche, la Hongrie, la Suède, les Pays-Bas, la Roumanie, la Belgique et la Slovénie. Cette rencontre exceptionnelle révèle une prise de conscience nécessaire. Mais les salariés ne peuvent pas se contenter de déclarations d'intention : nous exigeons des mesures concrètes, maintenant!

### Un système économique biaisé qui étouffe les nations et les salariés

FO Énergie l'affirme depuis toujours, le mythe du «*marché libre et non faussé*» est une illusion. Derrière cette idéologie, la réalité est brutale.

Le pacte de stabilité monétaire s'est transformé en un **carcan social**, privant les États de leurs moyens d'action et favorisant les multinationales qui accroissent leur pouvoir économique et politique, au détriment des peuples.

Pendant ce temps, **les travailleurs, les syndicats et les citoyens sont systématiquement oubliés des décisions européennes**, alors qu'ils en subissent les premières conséquences.

### Un constat clair, une position sans équivoque

FO est totalement indépendante des partis politiques et des gouvernements. FO Énergie n'a pas participé au sommet, mais notre position est claire : les dangers qui pèsent sur l'industrie de l'énergie ne sont pas une découverte. Nous alertons depuis longtemps sur ces menaces et sur l'urgence d'agir.

L'indépendance énergétique, le coût de l'énergie et les investissements dans la transition écologique ne peuvent plus être de simples sujets de discussion entre gouvernements et entreprises.

### Des paroles aux actes : l'urgence d'agir vite et fort!

Le sommet de Paris ne doit pas être un simple exercice de communication politique. Il faut maintenant des actions immédiates et concrètes.

Une **défense commerciale efficace** est indispensable pour contrer le dumping social, environnemental et économique qui détruit nos industries et nos emplois.

Un plan de **soutien massif à la transition énergétique et industrielle** est nécessaire, et celui-ci ne doit pas reposer uniquement sur les entreprises, mais engager aussi les États et l'Union européenne avec des moyens et des objectifs clairs.

**Le financement public doit être renforcé** pour sécuriser l'approvisionnement énergétique, garantir une énergie compétitive et empêcher la fuite des emplois et des compétences. Enfin, une révision profonde des règles européennes s'impose, car elles brident aujourd'hui l'action publique et empêchent les États d'intervenir pour protéger leurs industries et leurs travailleurs.

**Nous ne pouvons plus attendre!** FO Énergie exige des engagements fermes et contraignants. Cette prise de conscience politique ne doit pas être une nouvelle promesse sans lendemain. Les travailleurs et les citoyens méritent des actes, pas des discours.

